

Dette, Austérité et LRU

La grande illusion...



GUILLAUME PASTUREAU

ECONOMISTE, GRETHA - UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

ATTAC CAMPUS BORDEAUX ET CONSEIL SCIENTIFIQUE

PASTUREAU.GUILLAUME@GMAIL.COM

[HTTPS://SITES.GOOGLE.COM/SITE/PASTUREAUGUILLAUME/](https://sites.google.com/site/pastureauguillaume/)

Marché(s), échange(s) et richesse(s)



- **Le marché ou les marchés ?**
- **Echanges marchands et non marchands ?**
 - ✦ Sphère marchande = échange par validation (vente) par le marché [ex : concessionnaire automobile]
 - ✦ Sphère non marchande = échange et service par validation sociale [ex : éducation publique, nationale et université]
- **Sphère monétaire et non monétaire ?**
 - ✦ Sphère marchande = échange marchand/vente = intermédiaire et outil monétaire [ex : achat d'une voiture]
 - ✦ Sphère non marchande = service = étalon monétaire [ex : rémunérations des professeurs, financement par l'impôt, mon intervention comme universitaire]
 - ✦ Sphère non marchande = don (échange) = exclusion de la monnaie [ex: faire une conférence pour ATTAC]
- **Et la richesse ?**
 - ✦ Tout ce qui vaut n'est pas argent !

Société(s) et Dette(s)



- La dette traverse toutes les sociétés...
- La dette de vie, la dette symbolique, la dette de sang et la dette monétaire.
- Endettement et réseaux sociaux dans la société précapitaliste européenne
- Dette en économie monétaire

La question de la monnaie et de la dette



- **La monnaie est un fait social total : une institution sociale**
 - La monnaie = des fonctions économiques mais aussi sociale
 - Refuser une définition fonctionnaliste de la monnaie
- **Monnaie-signe *versus* monnaie-marchandise**
 - La question monétaire est au cœur de l'économie politique en considérant la monnaie comme une question essentiellement politique, un arbitrage entre pouvoir, société et droit [**monnaie comme fait social**]
 - Les tenants de la monnaie-marchandise cherchent à l'ancrer dans l'économie sur une valeur indiscutable, elle devient une marchandise comme les autres [**accumulation et marchandisation**]
- **Monnaie = dette = lien social**
 - Pacification des relations sociales
 - Quel point commun entre l'achat d'une marchandise, l'éducation nationale et la protection sociale ? La monnaie est l'intermédiaire d'une dette : économique (achat), éducative (impôts) et sociale (cotisations)
 - Anthropologie et histoire de la monnaie : la monnaie lien

Mythes médiatiques et idéologiques, que vient faire la famille ?



- La dette est-elle un problème ? Le mythe des petits-enfants spoliés...
 - La dette de vie et dette sociale : la circulation des dettes *pour faire* la société
 - Transfert de richesses entre les générations, ne doit-on pas remercier nos grands parents ?
 - Quel projet de société ? Et l'université dans tout cela ?
- Comment mesurer le niveau d'endettement ? Le mythe du bon père de famille
 - On ne mélange pas les torchons et les serviettes ! Un flux ne se mélange pas avec un stock : le ratio Dette/PIB est conceptuellement infondé
 - Quand Le banquier semble plus malin que le chroniqueur...

Quelques vérités... pas toujours bonnes à dire

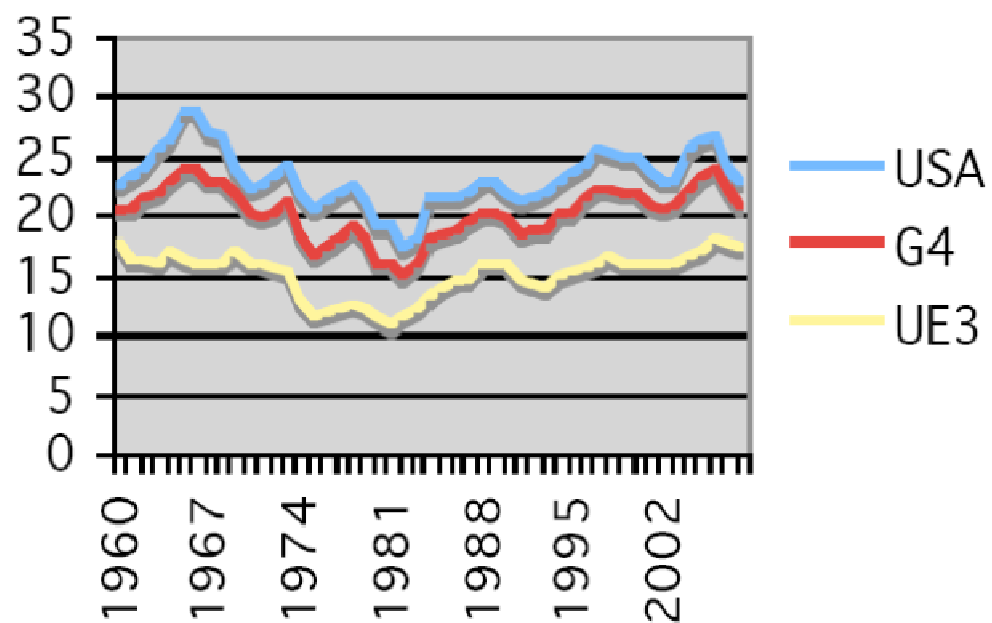


Origine de la dette

- « En l'absence de baisses de prélèvements, la dette publique serait environ 20 points de PIB plus faible aujourd'hui qu'elle ne l'est en réalité, générant ainsi une économie annuelle de charges d'intérêts de 0,5 point de PIB. » « En 10 ans, 400 Mds de recettes fiscales perdues. » **Paul Champsaur et Jean-Philippe Cotis, Rapport sur la situation des finances publiques, avril 2010.**
- « Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles – les baisses d'impôts – et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques – sécurité sociale et collectivités locales principalement. » **Rapport Gilles Carrez, Commission des finances de l'AN, juin 2010.**
- « La crise explique au plus 38 % du déficit, qui est surtout de nature structurelle et résulte largement de mesures discrétionnaires. » **Rapport de la Cour des comptes sur la situation et les perspectives des finances publiques, juin 2011.**

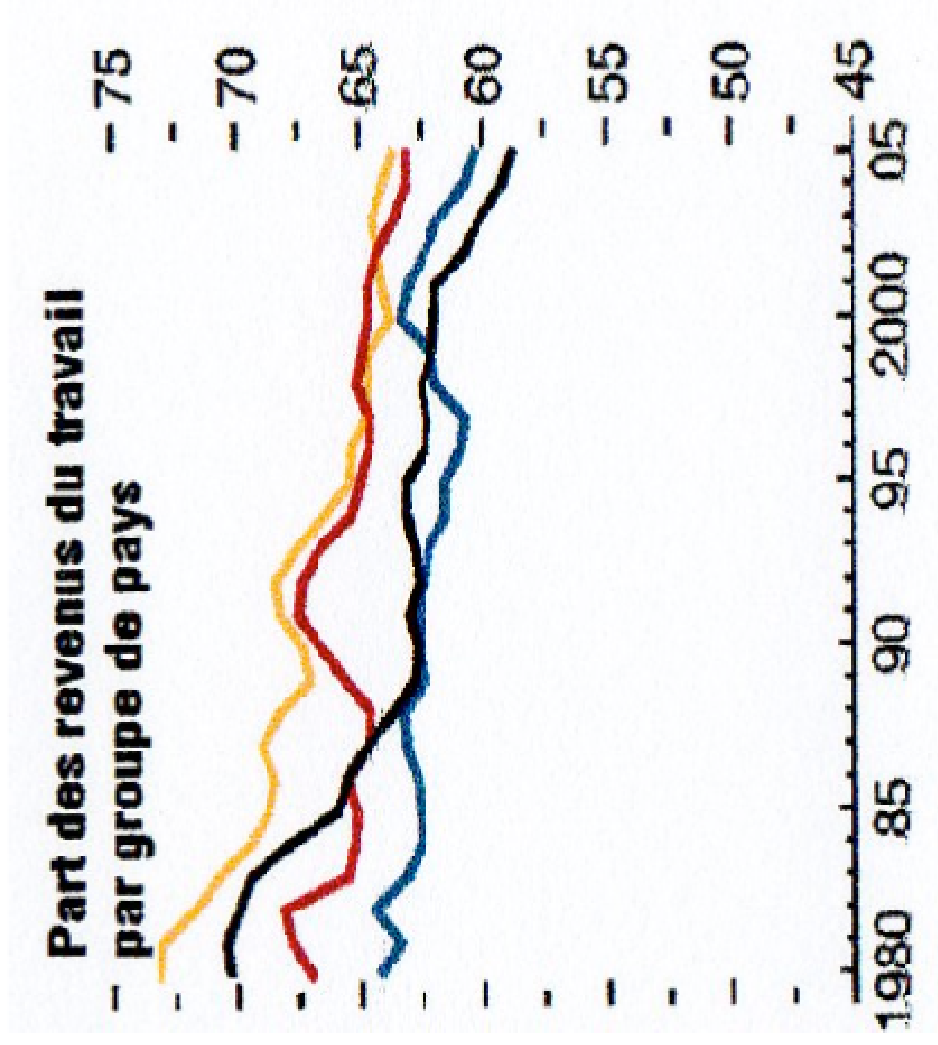
Des chiffres

Le taux de profit 1960-2008 (%)
USA, G4 (USA, F, A, RU), UE3 (F, A, RU)



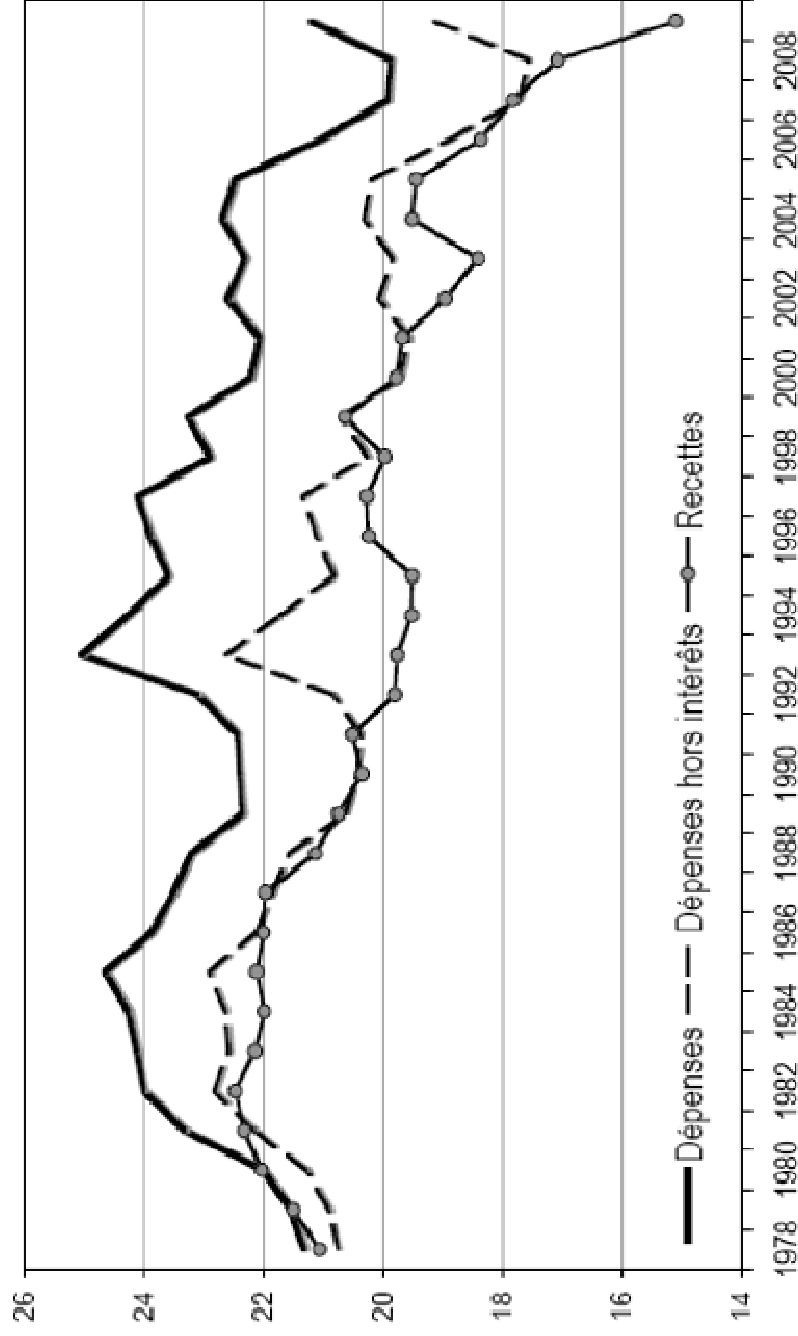
Source : FMI, Rapport 2007

Europe Japon Etats-Unis Autres pays anglo-saxons (en % du PIB)



Évolution des dépenses (totales et hors intérêts) et recettes de l'État, en % du PIB

Source : <http://www.ofce.sciences-po.fr/pdf/documents/etudes2010/19.pdf>.



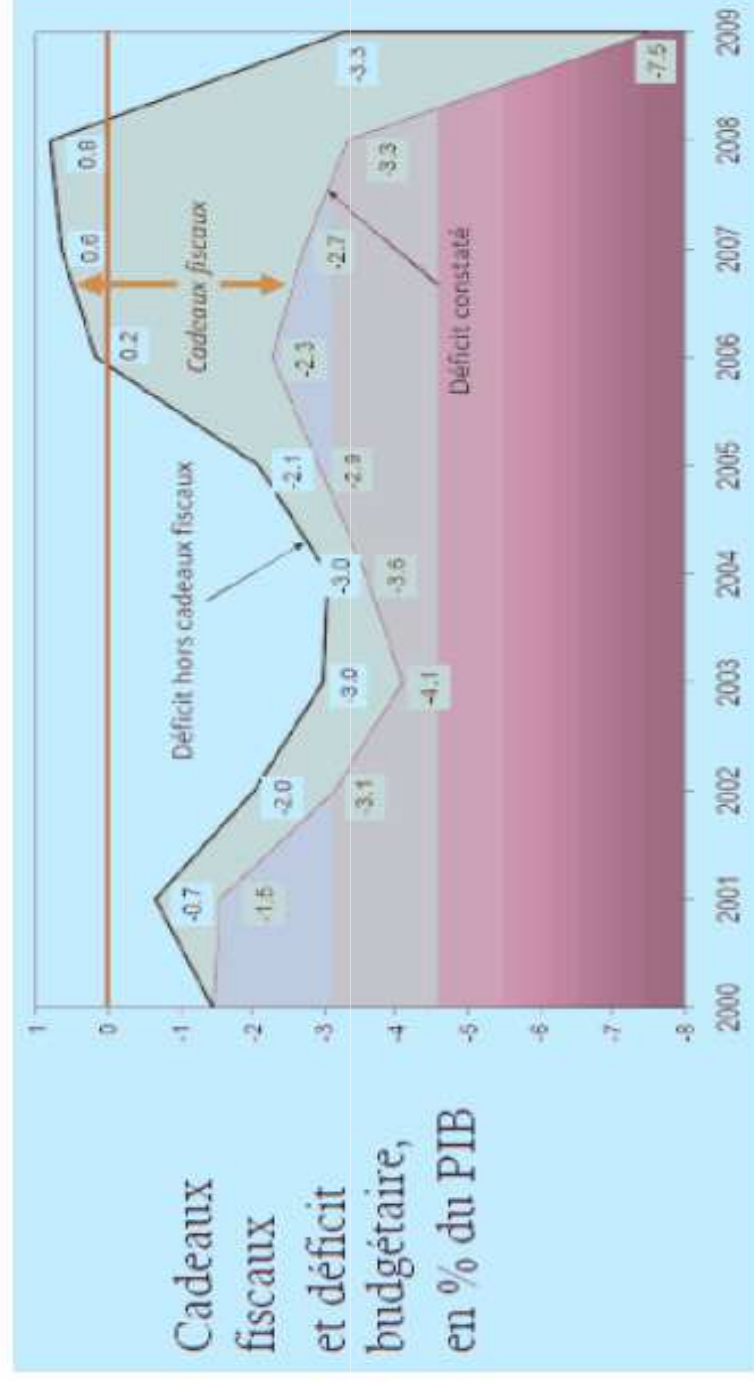
Taux d'imposition marginal sur les revenus

Pays	1986	2002	2007
France	65 %	50 ,1 %	40 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %

Taux d'imposition sur les sociétés

Pays	1986	2006
France	45 %	33,3 %
Allemagne	56 %	26,37 %
Belgique	45 %	39,99 %
Irlande	50 %	12,5 %
Italie	36 %	33 %
Pays-Bas	42 %	de 25,5 à 29,6 %
Royaume-Uni	35 %	de 0 à 30 %
Suède	52 %	28 %

Source : H. Wilno “ La dette publique : six questions, six réponses ”
d’après le Rapport Carrez, Assemblée nationale, 2010

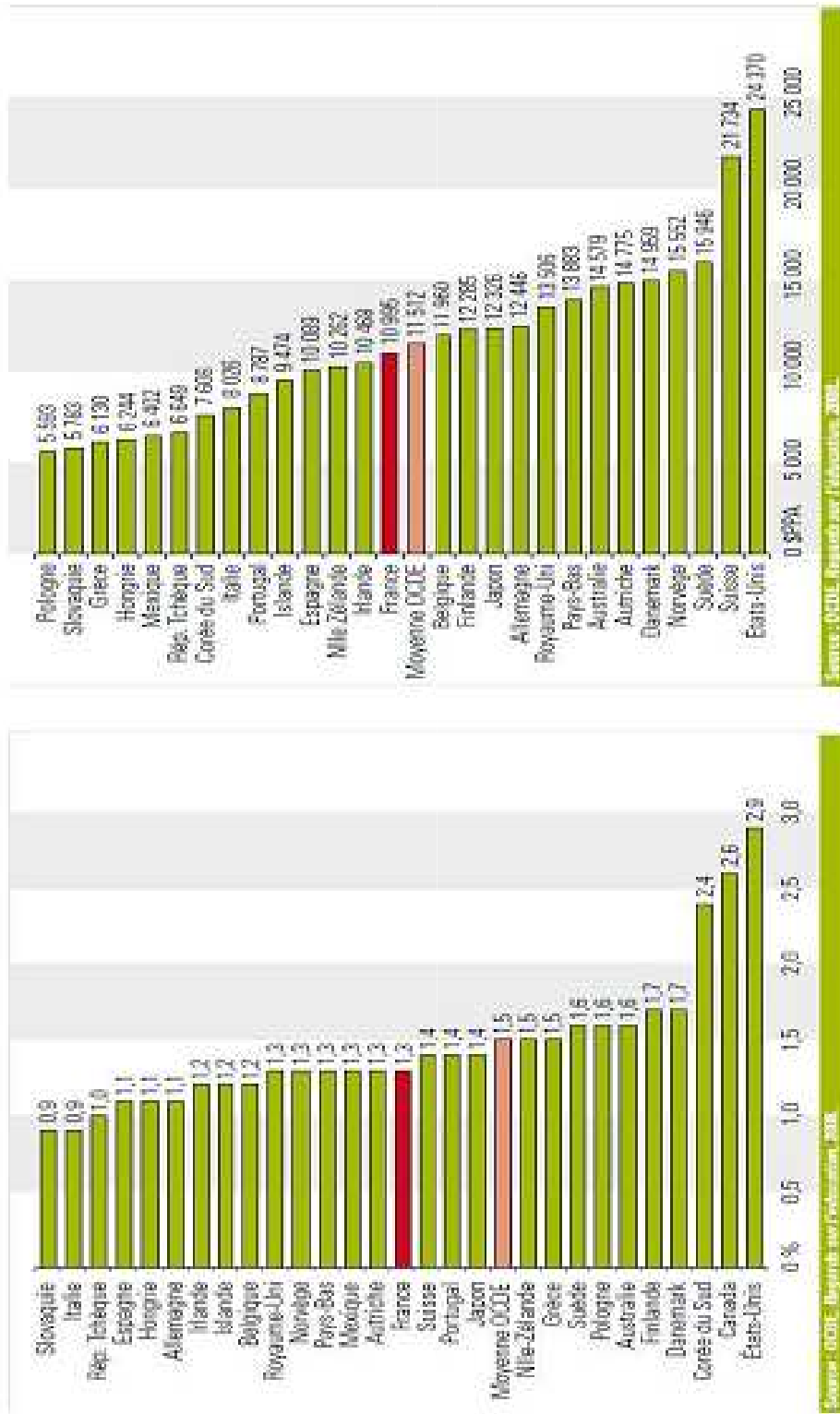


Austérité(s) et LRU



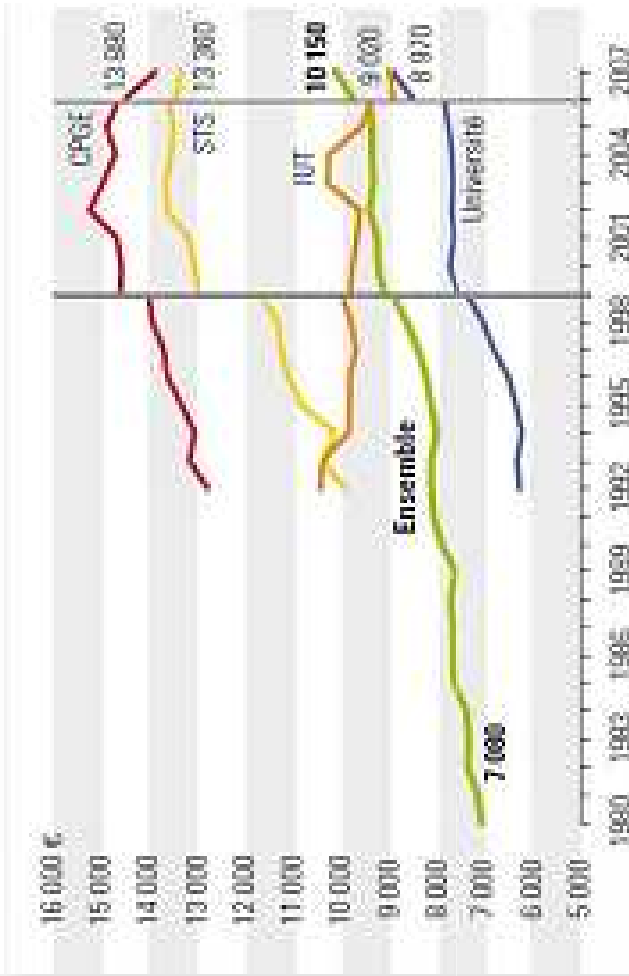
- Deux façons de concevoir l'économie :
 - L'Offre crée sa propre demande : effet d'éviction, principe d'équivalence ricardienne par Barro, le marché auto-régulateur
 - La demande est moteur : multiplicateurs d'investissement, les marchés ne sont pas efficaces
- La LRU : un projet idéologique :
 - Une indépendance sans un financement pérenne : comment créer une dépendance et donc une domination ?
 - Vers le financement privé : les fondations, l'exemple Nord américain et les frais de scolarité - fondement théorique : les étudiants font un calcul coûts/avantages et mènent une stratégie rationnelle : combien une année supplémentaire rapporte en termes de revenus ?
 - Des universités sous respiration artificielle : Université de Montpellier et Versailles comme exemple de l'échec.

FIGURE 2 – Dépenses annuelles, au titre des établissements, pour l'enseignement supérieur (2005)



Source : OCDE, Regard sur l'éducation, 2008

TABLE 9 – Évolution de la dépense moyenne par étudiant (1980-2007)



Ce graphique présente deux ruptures de série : en 1999, rupture due à la réévaluation du Compte de l'éducation (méthode « DDM ») ; en 2005, rupture due à la modification des règles budgétaires et comptables de l'Etat (LOLF).

Source : Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, MESR-DEPP.

Le cas américain : une nouvelle bulle financière



- En moyenne, la dette accumulée pour un jeune diplômé atteignait 23 000 \$ en 2008 et elle atteint aujourd'hui les 25 000 \$. Ce système fonctionne du moment que l'étudiant devient, grâce à son diplôme, un salarié et qu'il perçoit un revenu pour pouvoir rembourser son crédit.
- le montant total des prêts étudiants atteint la somme de **1000 milliards de dollars**
- la concomitance de l'augmentation des Frais de scolarité, puis de la forte augmentation du chômage des jeunes (14% pour les 20-24 ans) aux Etats-Unis, pays en récession, crée cette **énorme bulle financière. Un quart d'étudiants sont en retard de plus de 30 jours pour rembourser leurs prêts. Quant aux défauts de paiement, ils frisent les 10%, le double d'avant la crise.**
- **Barack Obama finit de rembourser son prêt en 2004, lorsqu'il fut élu sénateur de l'Illinois.**

Endettement privé contre endettement public



- **Le LRU consacre :**
 - Le mythe d'un secteur privé plus efficient
 - Le secteur privé comme alternative au financement public
 - La concurrence entre les établissements
 - A terme une hausse des frais de scolarité

- **L'université et l'éducation ne sont pas des marchandises :**
 - Quel choix de société ?
 - Pourquoi l'impôt doit valider une université publique ?